

Pour une philosophie de la décroissance

Author : Anne Frémaux

Categories : [Eco](#)

Date : 30 septembre 2013

« *Tout ce qui croît finit par s'écrouler sous son propre poids* »
Serge Moscovici

Au moment où le GIEC revoit ses prévisions à la hausse concernant l'augmentation des températures, penser la décroissance devient nécessaire.

Un monde fini

Comme le fit remarquer Albert Jacquard dans le Monde diplomatique, l'un des premiers hommes à comprendre et à exprimer la mutation que subit actuellement l'humanité ne fut pas un homme politique ou un scientifique mais un poète. En effet, en 1931, dans *Regards sur le monde actuel*, Paul Valéry écrivait : « *Le temps du monde fini commence* ».

Bien des décennies après cette déclaration, il semble que nous n'ayons toujours pas pris la mesure de cette découverte sans précédent, de ce changement de paradigme qui a fait passer l'habitat humain d'un monde vaste et inexploré, peuplé de « *terrae incognitae* » exploitables à l'infini, à un monde fini, totalement accessible, caractérisé par des ressources limitées et des capacités de renouvellement réduites.

Ce changement d'échelle doit entraîner avec lui un renouvellement de nos représentations : d'une période d'abondance où tout semblait illimité, nous sommes passés à une période de rareté marquée fondamentalement par la finitude. L'enjeu majeur, aujourd'hui, consiste à faire en sorte que cette rareté ne se transforme pas en pénurie, entraînant avec elle son lot de barbarie et de risques pour la démocratie.

La décroissance : un projet de société

La décroissance est un projet de société ou encore un projet politique si l'on donne à ce terme un sens large conforme à son étymologie grecque d'organisation de la vie de la cité (*Polis*). Mais j'ajouterais à cela qu'il s'agit d'un projet humaniste visant à renouveler le rapport que nous entretenons avec la nature comme avec autrui. En effet, prenant acte des limitations matérielles de notre terre mais aussi d'une forme d'anti-humanisme inquiétante produite par l'organisation néolibérale de nos sociétés, la décroissance préconise une révolution culturelle et sociétale qui consisterait en la sortie hors du système productiviste et « [économiste](#) » dans lequel nous

vivons. Cette révolution nécessiterait bien sûr un renouvellement complet de notre conception du progrès qui est fondée aujourd'hui quasi exclusivement sur l'objectif d'accumulation quantitative.

Les formules « *plus de liens moins de biens* », « *abondance frugale* » ou « *décroissance conviviale* » illustrent à ce titre la demande de la sphère décroissante en faveur d'une économie solidaire attentive au bien-être et à la qualité de vie des individus, loin des exigences de productivité, de rentabilité maximale et d'accumulation du profit (pour le compte de quelques uns comme le montre la crise que nous traversons), qui constitue la logique motrice du système économique dominant.

On notera à ce sujet que l'*idéal* d'une croissance indéfinie n'est jamais interrogé en tant que telle par les acteurs du système. Contrairement aux penseurs d'alternatives qui doivent constamment affronter l'objection du caractère irréalisable de leur projet, en revanche, ceux qui prônent une croissance exponentielle dans un monde matériellement fini n'ont jamais à justifier la dimension pour le coup véritablement irréaliste de leur programme.

La question du sens (« croître pour croître ? ») est, elle aussi, systématiquement évacuée des débats au nom de la sacro-sainte « (dé)raison économique » et de la *Realpolitik* qui l'accompagne. Or, la question essentielle me semble être celle que pose J.-C. Michéa lorsqu'il se demande :

« Quels biens une société décente devrait-elle continuer à produire, au bénéfice de qui, dans quelles conditions concrètes, et avec quelles conséquences immédiates et à long terme sur l'environnement ou sur notre propre humanité ? »^[2]

C'est donc rien de moins qu'un tournant social, économique et anthropologique que la décroissance veut faire prendre à la modernité. « Transformation des institutions existantes »^[3] mais aussi changement de mentalité, « le projet de décroissance, comme le dit Serge Latouche, est en ce sens éminemment révolutionnaire »^[4].

Si le concept de décroissance, relativement récent, reste à maints égards encore en chantier, une chose est certaine : la décroissance n'est pas, comme ses détracteurs aiment à le dire, le pan négatif de la croissance. Elle repose sur une toute autre représentation du monde, sur des fondements opposés à ceux de l'idéologie capitaliste à laquelle, seuls, appartiennent les maux que l'on connaît aujourd'hui (récession, chômage, déclassement social...). Tout comme il n'y a rien de pire qu'une société de travailleurs sans travail (Hannah Arendt), « il n'y a rien de pire que la décroissance dans une société de croissance. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » » (Serge Latouche).

Comme le souligne Kate Soper développant un concept d' « hédonisme alternatif », « une consommation écologique n'implique pas une réduction du niveau de vie mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie »^[5] où la possibilité de se balader dans la nature, de traîner et de bavarder au coin d'une rue, de jouir du silence ou d'un beau paysage, de voyager lentement, d'avoir du temps pour jouer, pour parler avec ses voisins ou tout simplement pour ne rien faire, serait privilégiée au détriment des satisfactions matérielles privées et de tous ces objets de consommation gaspilleurs de ressources qui nous éloignent de l'essentiel et qui au final n'alimentent qu'une seule chose : nos poubelles ! C'est dès lors à dessein que le mouvement de la décroissance s'incarne dans la figure emblématique de l'escargot et qu'il affiche sa proximité avec tous les mouvements nous invitant à décélérer (*slow food*, par exemple).

La décroissance, à ce titre, vise à promouvoir l'autonomie du sujet et le bien-vivre (*el buen vivir*) dans une société marquée par l'hétéronomie et l'absence de projets collectifs.

L'exigence éthique d'émancipation du sujet

Si la croissance, en tant que système économique, social et politique, interroge fondamentalement la philosophie, c'est parce qu'elle est fondée sur une conception particulière de l'homme qui le réduit à une « machine désirante », cupide et intéressée, à un sujet « sans gravité »^[6] asservi aux besoins créés pour lui par la société marchande et marqué par ce que Jean-Pierre Lebrun dénomme « la perversion ordinaire »^[7].

L'anthropologie capitaliste postmoderne produit en effet des individus incapables de se fixer des limites, de transmettre ou d'établir des repères pour les générations futures ; elle donne naissance à une « société troupeau », comme la nomme Jean-Pierre Lebrun, qui s'épanouit dans la satisfaction pulsionnelle immédiate et l'incitation à la jouissance. Enfermé dans la cage de fer d'une jouissance toute personnelle, l'individu auto-référent ne se conçoit plus spontanément en relation avec un tiers ou, le cas échéant, uniquement sous le mode de la contrainte légale ou sociétale.

Or, l'être humain qui se rêve benoîtement comme « un empire dans un empire », sur le mode de la toute puissance et de l'autoréférence, ne peut en réalité s'abstraire, sans s'aliéner et s'annihiler en tant que sujet, des liens qui l'unissent aux autres et qui permettent de faire humanité et société.

Il ne peut de même s'abstraire des liens qui l'unissent à son environnement naturel, où à ce que

Michel Serres appelle à juste titre, le « Tiers-exclu », sans cette fois remettre en question la possibilité même de sa survie dans des conditions acceptables et humaines. À ce double titre, c'est bien l'humanité qui est en question tant au sens générique (les humains) qu'au sens philosophique (l'humanisme) dans la nécessité d'en finir avec le système capitaliste de la croissance.

La société de la frustration

Faisant référence à la pensée d'Ivan Illich, Jean-Pierre Dupuy nous rappelle que « la disparition programmée de la société de croissance, en raison des limites de la planète et des diverses crises environnementales », n'est pas un moindre mal mais plutôt une bonne chose en soi dont il faudrait même se réjouir :

« La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux »[\[8\]](#).

Dans la perspective consumériste liée à la croissance, l'individu doit constamment ressentir le manque de l'objet produit, c'est-à-dire être en état constant de déséquilibre psychique. C'est là toute la logique de l'utilité symbolique des objets admirablement analysée par J.

Baudrillard dans *La société de consommation* (1970) : en devenant social (et non plus simplement biologique), le besoin perd sa limitation quantitative et temporelle ; il devient infini et indéfini, sans limite car sans objet propre, et peut ainsi satisfaire l'idéal consumériste d'une croissance continue. « C'est alors, comme le dit André Gorz, que l'on comprendra qu'il ne puisse jamais y avoir de satisfaction accomplie ni donc de définition du besoin. »[\[9\]](#)

Ainsi la société de consommation n'entraîne-t-elle pas, paradoxalement, un sentiment d'abondance et de satiété pour tous mais au contraire l'accentuation du sentiment de privation et de pauvreté relative pour la majeure partie (l'autre a ce que je n'ai pas). Au final, comme le souligne Ivan Illich, « le taux de croissance de la frustration excède largement celui de la production... ».

Une utopie concrète

La décroissance de la sphère de l'économie, c'est à dire « de la sphère régie par la rationalité économique au sens moderne »[\[9\]](#) (ou plutôt par l' « irrationalité économique moderne ») a comme objectif de fonder une société de décroissance où l'on vivrait « mieux avec moins ».

Cette « utopie concrète » comme se plaisent à la dénommer ses promoteurs, rencontre de nombreux problèmes de réalisation dont le premier est celui de sa mise en œuvre dans des

démocraties libérales asservies au dogme de la croissance, aux intérêts du marché comme aux exigences consuméristes des électeurs. Comme il est nécessaire de le rappeler, les changements de conscience sont longs et lents à produire alors que le temps des catastrophes écologiques requiert de nos décideurs politiques des actions imminentes. Comment résoudre cette contradiction ?

Nul n'étant prophète en son pays et en son temps, comment dès lors conjuguer le temps long de la germination des esprits, l'asservissement au court terme de nos démocraties représentative et l'urgence de la crise écologique qui paradoxalement peine à se faire sentir ?

A cette question, André Gorz répondait que c'est tout naturellement la crise du capitalisme lui-même qui entraînera sa chute et avec elle, celles de tous les composantes systémiques qui l'accompagnent : « C'est cela qui ouvrira la voie à l'après capitalisme en imposant cette évidence : le seul moyen de vivre mieux, c'est de produire moins, de consommer moins, de travailler moins, de vivre autrement... »^[11].

La démocratie écologique

La décroissance n'invoque pas, comme la présentent ses adversaires, l'imposition de normes autoritaires de rationnement ou une incitation à la mise en place d'une « dictature verte ». Elle se situe au contraire pleinement dans la tradition de l'écologie émancipatrice qui a pour principal objet la promotion de l'autonomie, comprise dans un sens castoriadien comme « auto-limitation »^[12]. Ce n'est pas le cas, soit dit en passant, du capitalisme vert qui fait de l'écologie une affaire de spécialistes, de savants et d'experts et qui contribue de ce fait à consacrer « l'éco-pouvoir » et la dépolitisation des enjeux politiques.

À rebours de l'hégémonie technocratique qui envahit nos institutions pseudo-démocratiques, les partisans de la décroissance ne veulent pas d'un renoncement collectif à la croissance hors du cadre démocratique considéré comme une valeur en soi.

Cependant, « la transformation radicale des institutions de la société » qu'appelle par exemple de ses vœux Castoriadis (ce qu'il dénomme « Révolution ») ne va pas de soi. Elle nécessiterait tout d'abord que le citoyen soit à nouveau associé aux décisions de la Cité, en accord avec un principe fort bien décrit dans les écrits de J.-C. Michéa selon lequel les gens ordinaires sont bien plus empreints de « décence », de mesure et, ajouterions-nous, de « prudence (*phronesis*), que ceux qui nous gouvernent. Ce n'est donc pas sans fondement que la majorité des théoriciens de la décroissance invitent à réfléchir sur la limitation politique intrinsèque des institutions représentatives et militent parfois en faveur d'une démocratie directe, conçue comme moment collectif ouvert de réflexion et d'auto-institution. Cette demande de revivification de la démocratie s'accompagne d'une exigence de « localisme » et de décentralisation, nécessaires à la fois en terme de production qu'en terme de décision politique. La question du rôle des Etats et des instances supra-nationales demeure, quant à elle, un sujet de division parmi les partisans de la

décroissance. Pour ma part, j'inclinerais à penser que les deux niveaux (supranationaux et régionaux) seront nécessaires à la mise en œuvre d'une décroissance concertée, équitable et démocratique.

La question des institutions politiques nécessite d'être traitée avec une grande lucidité. Aussi faut-il récuser l'idée paresseuse selon laquelle démocratie et décroissance iraient forcément de pair et mettre en garde contre la possibilité de dérive que contiendrait une décroissance « subie ». En effet, la confrontation soudaine et non anticipée par les institutions à une déplétion généralisée des ressources naturelles pourrait entraîner avec elle la chute des régimes démocratiques et leur dérive vers des régimes technocratiques ou écofascistes. C'est ainsi que Castoriadis nous mettait en garde, dans un texte de 1992 (« la force révolutionnaire de l'écologie »^[13]), contre les dérives autoritaires de la crise écologique :

« S'il n'y a pas un nouveau mouvement, un réveil du projet démocratique, l'écologie peut très bien être intégrée dans une idéologie néo-fasciste. Face à une catastrophe écologique mondiale, par exemple, on voit très bien des régimes autoritaires imposant des restrictions draconiennes à une population affolée et apathique. »

En guise de conclusion, je dirais que pour éviter une telle dérive, il apparaît urgent de reconstruire politiquement la société, de redonner aux populations un projet collectif et une vision d'avenir réaliste qui se substituerait à l'unique rêve consumériste et productiviste de nos sociétés néolibérales. Cela n'ira pas sans une mue démocratique donnant aux individus la possibilité d'exercer leur jugement à travers des processus de réflexion et de délibération élargis à la totalité des citoyens. Et cela ne sera pas possible, comme le montre la place prépondérante accordée à l'éducation (*paideia*) dans les écrits de Castoriadis, sans une véritable information et formation critiques accordées aux citoyens, ce qui justifie, une nouvelle fois, le rôle primordial de la philosophie dans la Cité.

[1] Au sens où l'économie fait de nos jours l'objet d'un culte irrationnel et absolu. Cf. Cornélius Castoriadis : "nous ne voulons pas d'une expansion illimitée et irréfléchie de la production, nous voulons une économie qui soit un moyen et non pas la fin de la vie humaine." "L'écologie contre les marchands", in *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005 (posthume), p.238.

[2] Jean-Claude Michéa, *La double pensée*, Flammarion, 2008.

[3] C. Castoriadis, *op.cit.*

[4] Serge Latouche, "La décroissance: un projet politique", in *Entropia*, Parangon, 2006.

[5] Revue du MAUSS, N°17, La découverte, 2001, trad. Frédéric Vandenberghe.

[6] Charles Melman, *L'homme sans gravité*, « jouer à tout prix », Denoël, 2002.

[7] Jean-Pierre Lebrun, *La Perversion ordinaire* « vivre ensemble sans autrui », Denoël, 2007.

[8] Jean-Pierre Dupuy, "Ivan Illich ou la bonne nouvelle", *Le Monde*, 27 décembre 2002.

[9] André Gorz, *Ecologie et politique*, Seuil, 1978.

[10] André Gorz, *Capitalisme, Socialisme, Ecologie*, Galilée, 1991.

[11] André Gorz, *Ecologie et Politique*, Seuil, 1978.

[12] « L'autonomie – la vraie liberté – est l'autolimitation nécessaire non seulement dans les règles de conduite intrasociale, mais dans les règles que nous adoptons dans notre conduite à l'égard de l'environnement », in *Une société à la dérive*, Seuil, 2005.

[13] Repris dans *Une société à la dérive*, *op.cit.*, p.246.